

COMMISSION EUROPÉENNE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Nom

(en caractères d'imprimerie)

REÇU LE

SIGNATURE

CACHET

Bruxelles, le 18.11.2013

SG-Greffe(2013) D/ 18901

REPRÉSENTATION PERMANENTE DE
LA BELGIQUE AUPRÈS DE L'UNION
EUROPÉENNE

Rue de la Loi, 61 - 63

1040 BRUXELLES

NOTIFICATION AU SENS DE L'ARTICLE 297 DU TFUE

Objet: notification de l'obligation de paiement de la somme forfaitaire suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-533/11 (Commission c. Belgique) pour non-exécution de l'arrêt dans l'affaire C-27/03 (Commission c. Belgique)

Pour la Secrétaire générale

P. O.

p.j. : ENV.D.2/MV/ts/Ares(2013)3488472

BE



COMMISSION EUROPÉENNE

SECRETARIAT GENERAL

Bruxelles, le 18.11.2013

SG-Greffe(2013) D/ 18901

REPRÉSENTATION PERMANENTE DE
LA BELGIQUE AUPRÈS DE L'UNION
EUROPÉENNE

Rue de la Loi, 61 - 63

1040 BRUXELLES

NOTIFICATION AU SENS DE L'ARTICLE 297 DU TFUE

Objet: notification de l'obligation de paiement de la somme forfaitaire suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-533/11 (Commission c. Belgique) pour non-exécution de l'arrêt dans l'affaire C-27/03 (Commission c. Belgique)

Pour la Secrétaire générale

P. O.

p.j. : ENV.D.2/MV/ts/Ares(2013)3488472

BE



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE ENVIRONNEMENT

Le directeur général

Bruxelles, 15/11/2013
ENV.D.2/MV/ts/Ares(2013)3488472

Monsieur l'Ambassadeur,

Sujet: notification de l'obligation de paiement de la somme forfaitaire suite à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-533/11 (Commission c. Belgique) pour non-exécution de l'arrêt dans l'affaire C-27/03 (Commission c. Belgique)

Le 17 octobre 2013, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu un arrêt, dans l'affaire C-533/11 (Commission c. Belgique), par lequel elle constate que:

1) En n'ayant pas pris l'ensemble des mesures nécessaires que comporte l'exécution de l'arrêt du 8 juillet 2004, Commission/Belgique (C-27/03), constatant le manquement du Royaume de Belgique aux obligations découlant des articles 3 et 5 de la directive 91/271/CEE du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, telle que modifiée par la directive 98/15/CE de la Commission, du 27 février 1998, cet État membre a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 260, paragraphe 1, TFUE.

De plus la Cour constate que:

2) Le Royaume de Belgique est condamné à payer à la Commission européenne, sur le compte «Ressources propres de l'Union européenne», la somme forfaitaire de 10 millions d'euros.

3) Dans le cas où le manquement constaté au point 1 persiste au jour du prononcé du présent arrêt, le Royaume de Belgique est condamné à payer à la Commission européenne, sur le compte «Ressources propres de l'Union européenne», une astreinte de 859 404 euros par semestre de retard dans la mise en oeuvre des mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêt Commission/Belgique, précité, à compter de la date du prononcé du présent arrêt, et jusqu'à l'exécution complète de l'arrêt Commission/Belgique, précité, dont le montant effectif doit être calculé à la fin de chaque période de six mois en réduisant le total relatif à de telles périodes d'un pourcentage correspondant à la proportion représentant le nombre d'équivalents habitants qui ont été mis en conformité avec l'arrêt Commission/Belgique, précité, jusqu'à la fin d'une telle période par rapport au nombre d'équivalents habitants qui ne sont pas conformes au présent arrêt au jour de son prononcé. (...)»

Son Excellence Monsieur Dirk Wouters
Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union Européenne
Rue de la Loi, 61-63
1040 BRUXELLES

En complément de ma lettre du 14.11.2013 par laquelle je vous ai demandé quelles mesures vos autorités envisageaient de prendre pour l'exécution de l'arrêt susvisé et selon quel calendrier, je souhaite attirer votre attention sur les modalités financières suivantes.

Vu l'arrêt dans l'affaire C-533/11 mentionné, je vous invite à soumettre à votre Gouvernement la présente lettre, dans laquelle la Commission demande le versement de la **somme forfaitaire** de 10 millions d'euros sur le compte «Ressources propres de l'Union européenne», compte 83.09.01.92 B ouvert au titre du Service Public Fédéral Finances. Le délai pour effectuer le paiement de la somme forfaitaire est de 45 jours suivant la réception de cette lettre.

Je voudrais également attirer votre attention sur les conséquences d'un possible non-respect du délai pour le paiement de la somme forfaitaire:

(1) tout d'abord, des intérêts de retard seront applicables à l'issue du délai de 45 jours à compter de la date de réception de la présente lettre, au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne dans le cadre de ses principales opérations de refinancement en euros, tel que publié dans la série C du Journal Officiel de l'Union Européenne en vigueur le 1^{er} jour du mois de l'échéance, augmenté de 3,5 %.

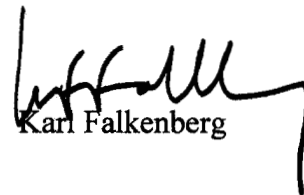
(2) par ailleurs, une telle situation pourra impliquer l'ouverture, par le Comptable de la Commission et sur base de l'article 80 des règles financières applicables au budget général de l'Union (Règlement (UE, EURATOM) N°966/2012 du 25 octobre 2012), d'une procédure visant à la compensation de tout montant restant dû, outre l'application des intérêts moratoires au taux indiqué ci-dessus.

En ce qui concerne **l'astreinte**, veuillez noter que, conformément à l'arrêt de la Cour dans l'affaire C-533/11, la Commission pourrait demander le paiement, sur le compte «Ressources propres de l'Union européenne», d'une astreinte de 859 404 euros *par semestre* de retard dans la mise en œuvre des mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêt Commission/Belgique précité. Le montant effectif de l'astreinte devant être calculé à la fin de chaque période de six mois (à compter à partir du 17 octobre 2013) en réduisant le total relatif à de telles périodes d'un pourcentage correspondant à la proportion représentant le nombre d'équivalents habitants qui ont été mis en conformité avec l'arrêt Commission/Belgique, il est nécessaire que la Commission dispose des informations officielles reflétant l'état des lieux pour ce qui est la conformité avec l'arrêt Commission/Belgique au 17 avril 2014.

Je vous invite par conséquent à informer la Commission au plus tard le 1^{er} mai 2014 de la proportion représentant le nombre d'équivalents habitants mis en conformité avec l'arrêt Commission/Belgique au 17 avril 2014. Sur base d'une telle communication officielle de votre part la Commission calculera ensuite l'éventuelle astreinte dûe. Le cas échéant, vous serez ensuite informé par une lettre de la somme de l'astreinte dûe et du délai de paiement y afférant.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir traiter sans délai la présente demande.

Veillez croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma haute considération.



Karl Falkenberg



EUROPESE COMMISSIE
DIRECTORAAT-GENERAAL MILIEU
De directeur-generaal

Brussel, 15/11/2013
ENV.D.2/MV/ts/Ares(2013)3488472

Excellentie,

Betreft: kennisgeving van de verplichting tot betaling van een forfaitaire som als gevolg van het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie in zaak C-533/11 (Commissie/België), wegens niet-uitvoering van het arrest in zaak C-27/03 (Commissie/België)

Het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft op 17 oktober 2013 een arrest gewezen in zaak C-533/11 (Commissie/België), waarin het verklaart:

"1) Door niet alle maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het arrest van 8 juli 2004, Commissie/België (C-27/03), houdende vaststelling dat het Koninkrijk België niet heeft voldaan aan de verplichtingen die op hem rusten krachtens de artikelen 3 en 5 van richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater, zoals gewijzigd bij richtlijn 98/15/EG van de Commissie van 27 februari 1998, is deze lidstaat de krachtens artikel 260, lid 1, VWEU op hem rustende verplichtingen niet nagekomen."

Voorts verklaart het Hof:

"2) Het Koninkrijk België wordt veroordeeld om aan de Europese Commissie op de rekening "Eigen middelen van de Europese Unie" de forfaitaire som van 10 miljoen EUR te betalen.

3) Voor het geval dat op de datum van uitspraak van het onderhavige arrest de in punt 1 vastgestelde niet-nakoming nog steeds voortduurt, wordt het Koninkrijk België veroordeeld om vanaf de datum van de uitspraak van het onderhavige arrest en tot aan de volledige uitvoering van het reeds aangehaalde arrest Commissie/België aan de Commissie op de rekening "Eigen middelen van de Europese Unie" een dwangsom van 859 404 EUR per halfjaar vertraging bij het nemen van de maatregelen die noodzakelijk [zijn] om te voldoen aan het reeds aangehaalde arrest Commissie/België, te betalen, waarbij het daadwerkelijk te betalen bedrag aan het einde van elk tijdvak van zes maanden moet worden berekend door het totaal betreffende dat tijdvak te verminderen met een percentage dat overeenkomt met de verhouding van het aantal

Zijne Excellentie de heer Dirk Wouters
Permanent Vertegenwoordiger van België bij de Europese Unie
Wetstraat 61-63
1040 Brussel

inwonerequivalenten dat aan het einde van dat tijdvak in overeenstemming is gebracht met het reeds aangehaalde arrest Commissie/België, tot het aantal inwonerequivalenten dat niet in overeenstemming is met het onderhavige arrest op de datum van de uitspraak ervan. (...)”

In aanvulling op mijn brief van 14.11.2013 waarin ik u heb gevraagd welke maatregelen uw autoriteiten zullen nemen en volgens welk tijdspad om uitvoering te geven aan genoemd arrest, zou ik thans graag uw aandacht vestigen op de volgende financiële modaliteiten.

Gelet op bovengenoemd arrest in zaak C-533/11 verzoek ik u de onderhavige brief aan uw regering te doen toekomen. Met deze brief verzoekt de Commissie om betaling van de **forfaitaire som** van 10 miljoen EUR op de rekening "Eigen middelen van de Europese Unie" (rekening nr. 83.09.01.92 B geopend bij uw Federale Overheidsdienst Financiën). De termijn waarbinnen de forfaitaire som moet zijn betaald bedraagt 45 dagen na ontvangst van deze brief.

Tevens wil ik uw aandacht vestigen op de gevolgen van eventuele niet-inachtneming van de termijn voor betaling van de forfaitaire som:

1) om te beginnen wordt na het verstrijken van de termijn van 45 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze brief vertragingsrente verschuldigd, tegen de rentevoet die de Europese Centrale Bank in het kader van haar basisherfinancieringstransacties in euros toepast, zoals die is bekendgemaakt in de C-reeks van het Publicatieblad van de Europese Unie en geldt op de eerste dag van de maand van de vervaldag, vermeerderd met 3,5 %;

2) voorts kan een dergelijke situatie aanleiding geven tot de inleiding, door de rekenplichtige van de Commissie en op basis van artikel 80 van de Financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie (Verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012 van 25 oktober 2012), van een verrekeningsprocedure met betrekking tot alle resterende verschuldigde bedragen, naast de toepassing van vertragingsrente tegen de hierboven vermelde rentevoet.

Wat de **dwangsom** betreft wijs ik er op dat de Commissie op basis van het arrest van het Hof in zaak C-533/11 kan verzoeken om betaling op de rekening "Eigen middelen van de Europese Unie" van een dwangsom van 859 404 EUR *per halfjaar* vertraging bij het nemen van de maatregelen die noodzakelijk zijn om te voldoen aan bovenbedoeld arrest in zaak C-27/03. De daadwerkelijk te betalen dwangsom dient telkens berekend te worden aan het eind van een periode van zes maanden, te rekenen vanaf 17 oktober 2013, door het totaal betreffende dat tijdvak te verminderen met een percentage dat overeenkomt met de verhouding van het aantal inwonerequivalenten dat aan het einde van dat tijdvak in overeenstemming is gebracht met dat arrest. Hiervoor is nodig dat de Commissie beschikt over officiële informatie aangaande de stand van zaken op 17 april 2014 van de uitvoering van het arrest Commissie/België. Ik nodig u daarom uit om de Commissie uiterlijk op 1 mei 2014 te informeren aangaande de verhouding van het aantal inwonerequivalenten dat op 17 april 2014 in

overeenstemming is gebracht met het arrest Commissie/België. Op basis van een dergelijke officiële mededeling uwerzijds zal de Commissie vervolgens de eventueel verschuldigde dwangsom berekenen. In voorkomend geval zult u dan geïnformeerd worden over de verschuldigde dwangsom en termijn voor betaling.

Ik zou het op prijs stellen indien u het onderhavige verzoek onverwijld in behandeling zou willen nemen.

Hoogachtend,



Karl Falkenberg